

J'aurais voulu être un artiste ?

Suzanne Richard

Numéro 137, automne 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/41056ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

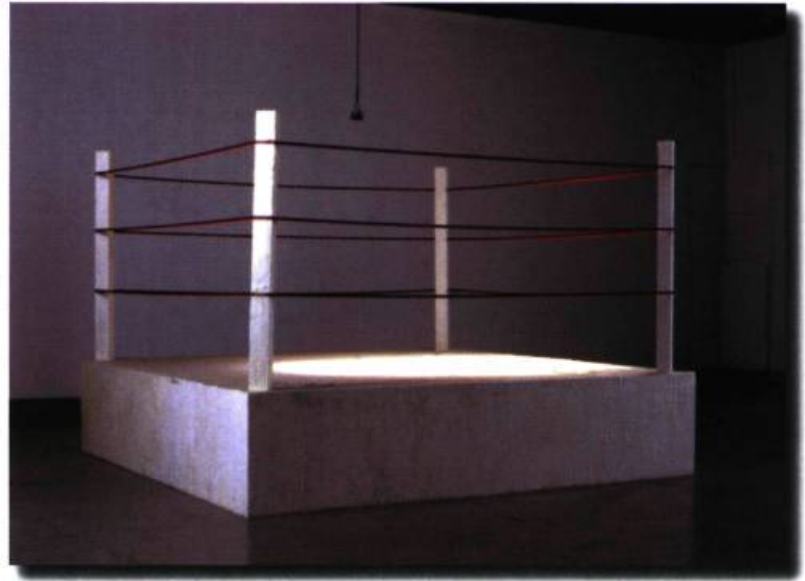
[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Richard, S. (2007). *J'aurais voulu être un artiste ?*. *Liaison*, (137), 6–8.

J'aurais voulu être un artiste ?

SUZANNE RICHARD



Lynne LALONDE, *Ring de boxe*, 9 x 9 x 5 pi, 2000

LA VIE DES ARTISTES VISUELS n'est certes pas facile, qu'ils pratiquent n'importe où au Canada, y compris à Montréal. Leurs conditions n'ont rien de semblables avec la vie prétendument *jet set* de la célèbre chanson de Plamondon, *J'aurais voulu être un artiste*, interprétée à maintes reprises par diverses stars québécoises de passage dans Starmania. Soyons clairs, j'ai trop de doigts dans une seule main pour calculer le nombre d'artistes canadiens, qu'ils soient francophones, anglophones, Québécois ou Montréalais, qui réussissent à vivre décemment de leur art dans leur propre pays! Ai-je même trop d'un seul doigt? Qui donc peut nommer un artiste visuel canadien connu de tous, comme peut l'être Céline Dion? Qui connaît Janet Cardiff? Artiste phare canadienne, elle a pourtant représenté¹ le Canada à la Biennale de Venise il y a quelques années... La Biennale de Venise? Vous en avez déjà entendu parler?

Rendons à César ce qui lui appartient...

Nous ne pouvons pas affirmer que notre gouvernement n'aide pas les artistes visuels du Canada. Des chiffres et des statistiques pourraient démontrer l'inverse. Il existe bien, un, parfois deux centres d'artistes francophones subventionnés dans les principales régions de l'Acadie, de l'Ontario, de l'Ouest canadien et du Québec, mis à part, bien entendu, la ville de Montréal, qui à elle seule, en compte plusieurs. Dans ces centres, pour chaque exposition, les créateurs reçoivent un cachet d'exposition, respectant normalement les barèmes prescrits par CARFAC² ou par tout autre organisme du même type, de la part des centres d'artistes subventionnés. Mais, malgré ces infrastructures qui bénéficient de subventions leurs permettant de pouvoir verser quelques cachets par année — ce qui nous empêche de dire clairement que le gouvernement ne

nous aide pas —, il faut tout de même reconnaître que l'art visuel est l'une des disciplines artistiques la moins soutenue financièrement au Canada.

Que la société n'ait pas les moyens de financer le salaire des créateurs — ce qui, en réalité, serait juste — peut être à la rigueur compréhensible. Ce qui me semble, en revanche, bien pire que le manque d'argent est le manque d'engagement. La timidité avec laquelle notre gouvernement canadien met en avant ce qui constitue l'identité de son peuple à l'intérieur même de son pays et envers les autres, m'apparaît comme étant un je-m'en-foutisme, voire un mépris³. À ce compte, si Yann Martel⁴, auteur de *L'Histoire de Pi* prend la peine d'envoyer un livre toutes les deux semaines à Stephen Harper pour dénoncer son désintéressement à la culture, que devraient lui offrir les artistes visuels du Canada-français? Une performance collective que l'on pourrait intituler *La brique et le fanal*?

L'effet boule de neige

Cette attitude d'indifférence amène son lot de conséquences, dont celle, bien sournoise, de refléter au contribuable, qui ne perçoit pas naturellement « l'utilité » de l'art visuel, que sa cotisation équivaut à du gaspillage et fait avorter ainsi toute possibilité de prise de conscience de la part du grand public. Il suffisait de mettre le nez dans le livre-souvenirs que le Musée des Beaux-Arts du Canada (MBAC) a laissé il y a quelques années, à la disposition des visiteurs de *Voice of Fire*, l'immense tableau « hard-edge » de Barnett Newman... Placardé de commentaires insignifiants du genre : « Autant d'argent pour c't'affaire là? J'aurais même pas dépensé une piasse pour ça! » ou « Mon fils pourrait en faire autant! », il est triste d'y constater, que Newman aurait pu, par l'illusion d'optique que son œuvre

procure, joindre démocratiquement tout le monde, mais que son œuvre n'attirait guère que de mauvais commentaires... Malheureusement, étant donné que la majorité des spectateurs regardent, en moyenne, une œuvre d'art pendant quelques secondes seulement (un autre signe de je-m'en-foutisme), peu sont ceux qui voient l'effet visuel qui s'anime après deux minutes de fixation!

C'est donc face à cette indifférence et à cette ignorance que certains artistes visuels se sont révoltés en organisant des expositions parfois provocatrices et à arrière goût sarcastique. La Galerie SAW à Ottawa présentait donc, il y a quelques années, *Scatalogue: 100 ans de merde en art contemporain*, une exposition qui a fait, de par la pertinence et l'insolence de son sujet, les manchettes de plusieurs médias canadiens et internationaux. Faisant référence au commentaire populaire comme quoi «l'art ne vaut pas de la merde», cette exposition ludique ouvrait sur la critique et le débat.

Par souci de démocratisation, question de rendre les arts visuels accessibles à tous, la gratuité des droits d'entrées dans les centres d'artistes et certains musées pourrait-elle laisser l'impression que l'art ne vaut rien? Dire qu'autrefois, l'art était réservé à des religieux, des érudits, que les livres étaient brûlés ou mis à l'index, privant ainsi le peuple de connaissances et du savoir pour mieux les manipuler! Aujourd'hui, comme disait Yvon Deschamps, en parlant, quant à lui, des adolescents: «Tu leur donnes toute, c'pas ça qui veulent!»...

L'appellation «artiste» en elle-même, pour qualifier un créateur, est-elle péjorative? Serait-ce pour cette raison que Doyon-Demers⁵, un couple d'artistes montréalais se nomment «socio-esthéticiens» ou «œuvrière et ouvrier indisciplinaires», que d'autres prennent des allures d'homme d'affaires, de psychologues, d'avocats, tels des caméléons? Perçus comme des parasites vivants aux dépens de leur société, il n'est pas étonnant de constater que certains artistes ne veulent plus être désignés comme tel...

Bing bang dans la création

Le manque d'engagement et l'indifférence projetés par notre gouvernement canadien à l'égard des arts visuels de son pays entraînent, dans les milieux culturels, certains effets. Puis, parce qu'il existe au Canada très peu de mécènes privés ou de collectionneurs comme en Europe ou aux États-Unis, l'artiste visuel sait, par expérience, que le soutien se fait rare — bien souvent, l'aide se résume à du *scratch my back, I'll scratch yours* —, que la compétition est forte parce qu'il n'y a pas assez de miettes pour tout le monde. Car, en dépit des ressources, des regroupements et des infrastructures qui existent, plusieurs artistes ne verront jamais la subvention ou l'exposition arriver, tantôt par manque de talent, tantôt par le manque de vision de la part des jurys siégeant sur les différents conseils des arts. Dans ces conditions, il peut être difficile, pour certains artistes, de garder sa propre voie, de ne pas bifurquer vers des chemins qui ne sont pas les leurs parce qu'ils désirent rencontrer les critères d'excellence, dans un temps et un lieu donné, ce qui est garant d'une réussite auprès des différents bailleurs de fonds.

Dans bien des cas, la création se fait dans des conditions difficiles, étant donné la nécessité de concilier pratique artistique et un *job* (parfois plusieurs) pour payer le loyer et le reste. De plus, l'artiste visuel doit jouer le rôle de son propre agent, ce qui signifie préparer son dossier, le soumettre dans des centres d'artistes, être présent dans les vernissages afin de créer des contacts, faire partie de conseils d'administration, etc. Puisque l'artiste doit travailler ses 40 heures par semaine, voire plus, il attend, de manière générale, la fin de semaine ou le soir pour poursuivre sa production jusque tard dans la nuit et retourner travailler le lendemain matin. Alors que certains artistes habitent dans leurs ateliers (souvent sans permission du propriétaire et non adaptés pour s'y loger), d'autres les amènent à la maison. Dans ces conditions, il est évident que l'espace plus ou moins restreint ne permet pas d'entreprendre facilement, par exemple, des projets d'installations ou qui demandent l'utilisation de produits toxiques.

Bien souvent, l'artiste consacre tout son cachet d'exposition à la réalisation de son œuvre en achats de matériaux, en honoraires versés à divers professionnels (électricien, programmeur, soudeur, etc). De plus, comme le matériel nécessaire à la réalisation d'un projet ne se trouve pas toujours dans les magasins à un dollar, dans les poubelles ou le recyclage, l'artiste doit souvent déboursier de sa poche, sans avoir pu se réserver un cachet. Si l'artiste n'a pas de travail, de billet de loto gagnant, ou s'il ne réussit pas à convaincre sa riche belle-mère, un généreux mécène ou le jury du Conseil des arts du Canada, qu'il a du talent, admettons-le, il vit dans des conditions de passables à exécrales, tantôt aidé par l'assistance sociale, tantôt livré à la rue.

Bing bang dans la diffusion et la promotion

Malgré la bonne foi, l'acharnement même, avec lesquels les artistes (ou parfois des fonctionnaires) opèrent les centres d'artistes, les festivals ou autres, le manque de ressources et la nécessité de faire des prouesses mathématiques pour en arriver à faire tout avec un rien, entraînent, à l'occasion, des gestes qui ne seraient certes pas admis dans l'idéal. À part quelques rares centres isolés, c'est-à-dire les organismes «généralistes» qui peuvent se permettre de représenter une grande part des artistes de leur région par souci de rassemblement, tel que le fait la Maison des artistes visuels francophones⁶ située dans l'Ouest, les autres doivent, sur une base concurrentielle, articuler leurs mandats respectifs, développer des discours pointus qui les distinguent des autres organismes, afin de faire approuver leur existence. Ce préalable a pour effet d'exclure toute démarche artistique valable qui ne s'inscrit pas spécifiquement dans les fils d'Ariane de ces organismes. Le manque de soutien financier oblige des groupes d'intérêts communs à protéger, parfois de manière féroce, leurs territoires, créant, entre autres, des hiérarchies et du népotisme dans les centres, rendant ainsi leur accès difficile, presque inatteignable.

Les centres d'artistes n'ont pas comme les grandes institutions, tel le Musée des Beaux-Arts du Canada, les moyens de financer de spectaculaires campagnes de promotion pour annoncer leurs programmations ou soutenir une exposition d'art contemporain particulière, en marge des *block-busters*. Ainsi, des invitations à des vernissages, qui

se résumant souvent en un communiqué de presse accompagné, au mieux, d'un carton d'invitation en quatre couleurs ou d'un feuillet avec texte explicatif (peut-être trop hermétique), sont distribuées en circuit fermé. Envoyées aux organismes culturels du même type, aux membres, ainsi qu'aux adresses personnelles des artistes de passage chez eux, celles-ci n'atteignent généralement pas un large public. Les centres d'artistes restent, pour la plupart, vides, en dehors bien entendu des vernissages où vient essentiellement toujours le même noyau de personnes, auquel s'ajoutent parfois quelques membres de la famille et des amis de l'artiste exposant.

Bing bang dans la réception

Par manque de ressources humaines et de temps, certains organismes emploient des textes écrits à des fins de subventions pour la promotion de leur programme d'exposition, ce qui rend la lecture difficile pour le spectateur non-averti en termes de jargon artistique et de *buzz-word* à la mode. Les revues spécialisées, les publications issues des centres d'artistes sont souvent peu accessibles de par leur hermétisme. Une large part de la documentation existante se voit majoritairement consultée par quelques rares spécialistes, une limitation qui, avec le faible taux d'achalandage dans les centres d'artistes, fragilise la justification des arts visuels auprès du contribuable et d'un gouvernement qui ne jure que par le dénominateur commun et le nivellement par le bas. Puis, parce qu'il existe très peu de médias sérieux, de critiques ou d'historiens de l'art qui s'intéressent encore moins aux productions issues du Canada-français, il n'y a pas de réelle éducation en matière d'arts visuels. Et malheureusement, le manque de connaissances et l'incompréhension qui creusent, à coup de grosses pelletées, le fossé qui sépare l'art contemporain et le public, contribuent à ce je-m'en-foutisme collectif et au manque de soutien qui s'ensuit. Qui sait que la célèbre phrase, « Je ne cherche pas, je trouve », que Bell utilise sur le bottin des Pages Jaunes, vient de Picasso ? Bafoué par l'ignorance, l'art est partout, même à notre insu et contribue largement, entre autres choses, à agrémenter notre existence.

Bing bang dans le cul de sac

L'affirmation de la culture par un pays témoigne de sa force, de sa vitalité, de ce qui le distingue des autres. La culture contribue largement à l'économie de chaque pays. Lorsque l'art est mis en valeur (avec l'aide du gouvernement et/ou du secteur privé), il renforce l'identité et le sens d'appartenance d'un peuple ; il augmente le tourisme, entraîne des emplois et participe ainsi pleinement à la richesse d'un pays. À l'inverse, une société qui se départit de sa culture, ralentit inévitablement son développement, se marque d'un manque dévastateur de réflexion et (d'auto) critiques, se condamne et s'enfoncé, malgré elle, dans une stérilité débilante. Le gouvernement n'aurait-il pas intérêt à réfléchir à de telles réalités ? Car, la culture a un prix. Mais l'inculture⁷, elle, coûte encore plus cher.

Enfin, pour reprendre la juste expression d'un ami rigolo : « Nous n'avons pas les moyens d'être pauvres »... ■

Suzanne Richard est artiste visuelle, critique d'art, membre du comité de rédaction de la revue Liaison et directrice de la collection « Synapses » des Éditions L'Interligne.

1- *The Paradise Institute* (2001), œuvre réalisée avec son partenaire George Bures Miller.

2- Le Front des Artistes Canadiens.

3- Pour lire un exemple de mépris, lire Stéfán St-Laurent, « FOQ Canada », *Liaison*, n° 126, p. 21.

4- À ce sujet, visiter le site Internet <http://www.whatisstephenharperreading.ca/>

5- <http://www.doyondemers.org>

6- Du moins, par le biais de leur site Internet.

7- À ce sujet, lire Marc Haentjens, « Le coût de l'inculture », *Liaison*, n° 126, p. 18.